

**Union européenne - Brexit -
Entretien de M. Harlem Désir,
secrétaire d'État chargé des affaires
européennes, avec «Public Sénat»
(Paris, 17 janvier 2017)**

Q - On continue notre multiplex puisque c'est Harlem Désir, le secrétaire d'État en charge des affaires européennes, qui est au micro de Michaël Szames.

Q - Oui, Harlem Désir qui va répondre peut-être à Theresa May, la Premier ministre britannique, qui s'est exprimée aujourd'hui très largement sur cette question du Brexit. Pour vous, c'est clair, c'est net, cette fois les Britanniques ne vont plus tergiverser, ils vont sortir de la zone européenne ?

R - D'abord, je crois que c'est une bonne chose que Theresa May ait présenté ses objectifs pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cela apporte de la clarté, c'est ce que nous souhaitons. Maintenant il faut que le Royaume-Uni active l'article 50 qui permettra d'entamer les négociations. C'est à lui qu'il revient de le faire, et nous, nous sommes prêts. Effectivement je pense qu'il était nécessaire - c'est pourquoi il fallait que nous soyons fermes - que le Royaume-Uni dise nettement comment il envisage ses relations futures avec l'Union européenne, qui seront celles d'un pays qui deviendra un État tiers, qui aura quitté l'Union européenne.

Donc il y a un peu plus de réalisme dans ce qu'a présenté Mme May puisqu'elle admet que, si elle ne veut pas continuer à reconnaître la liberté de circulation des Européens, il n'y aura pas d'accès complet au marché unique. Dans cette négociation, nous allons aussi venir avec un certain nombre de principes, d'exigences.

Q - Dites-nous quels sont ces principes et ces exigences.

R - D'abord, nous allons veiller à préserver les intérêts de l'Union européenne. Nous attendons que le Royaume-Uni dise précisément ce qu'il veut maintenant et c'est à lui de déclencher la procédure et d'activer l'article 50. Il ne peut pas y avoir de pré-négociations avant l'ouverture des négociations au titre de l'article 50.

Mais nous rappellerons que, si le Royaume-Uni veut continuer à accéder en partie au marché européen, cela entraînera le respect d'un certain nombre de règles, cela entraînera de même, s'il veut participer à des politiques communes, de contribuer financièrement à un certain nombre de ces politiques. Donc il y aura une négociation qui permettra de...

Q - Harlem Désir, cela veut dire qu'on peut encore avoir un pied dedans et un pied dehors...

R - Non, je crois au contraire que ce qui a été clarifié aujourd'hui, c'est que Theresa May a bien dit que le référendum entraînait une sortie complète du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Donc, il va falloir à la fois négocier la sortie du Royaume-Uni dans le délai que nous avons souhaité, c'est-à-dire rapide, de deux ans, prévu dans le traité et en même temps négocier les relations futures parce qu'il continuera à y avoir des échanges économiques, des échanges commerciaux, un certain nombre de politiques, par exemple dans le domaine de la sécurité, de la défense pour lesquelles nous aurons à travailler ensemble. Mais cela se fera, de notre point de vue, en préservant les intérêts et la cohésion de l'Union européenne à 27. (...)/.